

Ford : usine morte à Blanquefort, ses ouvriers toujours debout



Xavier Ridon
Rémois, devenu journaliste à Tours, installé à Bordeaux. Bref, file vers le Sud avec un micro et un stylo.

Le parking de Ford Aquitaine Industrie est plein de voitures ce lundi matin, mais pour autant l'usine de Blanquefort ne tourne pas. Dans le froid au lieu d'embaucher, les 400 ouvriers et cadres grévistes se retrouvent pour tracter à l'entrée, ralentissant la circulation sur le rond-point. L'heure est à la mobilisation pour les salariés qui craignent une fermeture du site et ont décrété une journée usine morte.

Les productions actuelles (boîte de vitesse, double-embayage, carter) n'ont plus que quelques mois de vies et les projets ne pointent toujours pas à l'horizon. Malgré les projets qui disparaissent, les salariés décrivent des conditions de travail toujours difficile : le flux tendu et l'urgence dressés comme religion, et en corollaire la poursuite des 2X8 et des heures sup du samedi matin.

Par ailleurs, l'intersyndicale CFE-CGC-CGT-CFTC-FO ne compte que 930 équivalents temps plein en CDI. L'objectif signé dans l'accord-cadre de 2013 par la direction ne serait alors pas tenu : le maintien des 1000 emplois devait en effet être assuré pour permettre l'obtention de 12,5 millions d'aides publiques. L'expertise du cabinet Secafi indique elle que la somme de ces aides s'approchent en fait de 46 millions d'euros.

Agenda chargé

De Blanquefort, 400 manifestants s'engouffrent dans deux trams pleins à craquer, direction la préfecture de Gironde. Ils reçoivent le renfort de syndicalistes d'autres secteurs et du Collectif de lutte 33, issu de l'opposition à la Loi Travail.



Thierry, ouvrier de Ford à Blanquefort, syndiqué CGT. (XR/Rue89 Bordeaux)

Jean-Luc, 22 ans chez Ford et pas syndiqué, se réjouit de cette « journée symbolique ». Il se rappelle que comme lors des manifestations aux Salons de l'auto de Paris, « dès que l'image de Ford est touchée, c'est de la pub négative. » Et cette nouvelle journée « Usine morte » peut servir à ça. Jean-Marc Chavant, secrétaire adjoint de Force Ouvrière et membre du CE de Ford estime que « c'est une réussite qui en appelle d'autres. Il faut maintenant des garanties pour qu'on ait le plus d'emplois et le plus longtemps possible. »

Le délégué CGT et candidat à la présidentielle, Philippe Poutou va même un peu plus loin : il souhaite que « que Ford décide d'investir ici et garde tous les emplois ». Après avoir été reçu avec la délégation par le Préfet, le leader du NPA se demande si « les autorités publiques ne sont pas un peu anesthésiées » et tient à motiver les troupes :

« Ford a l'argent, il n'y a pas de raisons de baisser la tête. »

De toute façon, les premiers résultats sont là pour l'intersyndicale, reçue vendredi dernier par le président de Bordeaux Métropole, Alain Juppé. Deux rendez-vous se sont ajoutés à l'agenda de la direction : le 9 février à Bordeaux avec le préfet et les élus et le 20 février pour une rencontre avec le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christophe Sirugue.

Mais les représentants syndicaux ne seront invités ni à l'un ni à l'autre. Ils devront attendre la programmation d'un comité de suivi souhaité par le préfet avant la mi-mars, début de la campagne officielle pour la présidentielle.

Une toute petite boîte bientôt arrivée ?

La direction de Ford Europe se refuse à faire des annonces avant l'été. Cependant, elle laisse entendre que la production d'une boîte de vitesse de plus petit calibre que l'actuelle est en route pour la Gironde. Le site de Blanquefort est pressenti depuis l'été dernier pour accueillir une nouvelle boîte de vitesse, la 6F15, destinée à remplacer la 6F35, mais déjà produite ailleurs.

Les contremaîtres de la CFE-CGC ont donc compris via des documents internes que les volumes de production seraient bien moindres : 50000 au lieu de 120000 boîtes produites par an. Pas de quoi faire vivre le site et ses 1000 emplois. L'intersyndicale réclame l'arrivée de boîtes de vitesses automatiques ou de 8 à 9 vitesses.

Alors qu'une assemblée générale se tient ce mardi à 10h, la présidente du comité de soutien Marie-Thérèse Flipo a bien une idée pour continuer le mouvement :

« Est-ce qu'une seule journée d'action suffira ? Je crois qu'il faut faire venir les voisins et les communes qui bénéficient de cette usine. »